



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



3 2044 103 188 769

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

AUDIENCE SOLENNELLE DE RENTRÉE

DU 16 OCTOBRE 1897.

DISCOURS

DE M. ALFRED VINCENT

SUBSTITUT DU PROCUREUR GÉNÉRAL.

LES DERNIÈRES RÉSISTANCES DES PARLEMENTS

MONTPELLIER

JEAN MARTEL AÎNÉ, IMPRIMEUR DE LA COUR D'APPEL  
Boulevard Louis Blanc, 9 (ancien Boulevard Blanquerie).

1897

HARVARD  
LAW  
LIBRARY

BIBLIOTECA LUCCHINI

8241

N.° d'ord. *8454*

Digitized by Google



COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

---

AUDIENCE SOLENNELLE DE RENTRÉE

DU 16 OCTOBRE 1897.

---

DISCOURS

DE M. ALFRED VINCENT

SUBSTITUT DU PROCUREUR GÉNÉRAL

---

LES DERNIÈRES RÉSISTANCES DES PARLEMENTS

---

MONTPELLIER

JEAN MARTEL AÎNÉ, IMPRIMEUR DE LA COUR D'APPEL  
Boulevard Louis Blanc, 9 (ancien Boulevard Blanquerie).

---

1897

France

997

VIN

**DEC 20 1930**



## COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

---

### PROCÈS-VERBAL

DE

### L'AUDIENCE SOLENNELLE DE RENTRÉE

---

Ce jourd'hui 16 octobre 1897, la Cour d'appel de Montpellier s'est réunie en robes rouges, au Palais de Justice, dans la salle des assemblées générales.

*Étaient présents :*

M. BARADAT, O. ✱, Premier Président ;

• MM. ANDRUÉJOL ✱, RAUCH, POUGET ✱, présidents ;

M. HÉRAIL ✱, conseiller-doyen ;

MM. RAISIN, MATTEI, HÉRAUD, MEYNOT ✱, PELON, DUPRÉ, BIROT - LETOURNEUX, DELPECH, DENAYROUSE, LOUBERS ✱, GRASSET, PUY, FAVIER, BROCARD, NÈGRE, BERIGAUD, conseillers ;

M. GARAS \*, Procureur Général ;  
MM. SEVAUX, DUPREY, avocats généraux ;  
M. BENECH †, VINCENT, substituts de M. le Procureur  
Général ;  
M. DESPUECH, greffier en chef.

*Absents :*

MM. les conseillers RIVALS, malade à la résidence, REY,  
avocat général, en congé.

A midi et demi, la Cour s'est rendue dans la salle des assemblées générales. Elle y a trouvé les Autorités constituées et les membres des divers Corps et Administrations publiques de la ville, qui avaient été convoqués pour cette solennité.

Monsieur le Premier Président ayant donné la parole à Monsieur le Procureur Général, ce magistrat a délégué à Monsieur VINCENT, substitut, la mission de prononcer le discours de rentrée.

M. VINCENT, debout et couvert, s'est exprimé en ces termes :

Monsieur le Premier Président,  
Messieurs,

Le 3 novembre 1789, un décret de l'Assemblée nationale, rendu sur la proposition d'Alexandre de Lameth, suspendait indéfiniment les travaux des divers Parlements de France, et chargeait dans chaque Cour souveraine la Chambre des vacations d'assurer le service judiciaire.

C'est ainsi que par une prorogation, préliminaire d'une suppression définitive, les États-généraux appréciaient et récompensaient le concours donné par les Parlements à la cause nationale.

N'est-il pas cependant certain que les premiers coups portés à l'ancien édifice sont partis de cette haute juridiction parlementaire qui, suivant l'opinion de Tocqueville, détruisit l'ancien régime en remontant aux lois fondamentales de la monarchie, et, si l'on s'en tient aux apparences, n'est-on pas tenté de qualifier d'ingratitude la mesure prise par les constituants ?

Dès 1787, un conflit, passé bientôt à l'état aigu, s'était élevé entre le pouvoir royal et la magis-



trature. Les incidents de ce genre, très fréquents avant la Révolution, se succédaient sous des formes qui ne variaient guère et avec une stérilité à peu près égale dans les résultats. Mais la lutte cette fois, si elle ne resta pas toujours sérieuse dans ses manifestations, fut particulièrement féconde dans ses effets et eut une influence considérable sur les destinées du pays. C'est elle qui détermina le grand mouvement d'où sortirent les États-généraux après une interruption de près de deux siècles. Aussi n'est-il pas sans intérêt de suivre les diverses phases de cette crise dernière et de dégager de l'histoire de l'époque le rôle joué par les Parlements de France à la fin de leur existence.

A la retraite de M. de Miromesnil, en 1787, les sceaux avaient été confiés à l'un des présidents à mortier du Parlement de Paris, Chrétien-François de Lamoignon, petit-fils de ce premier président qui avait refusé de juger le surintendant Fouquet dont il était l'ennemi. Appartenant à la magistrature par ses origines, par ses relations, par les hautes fonctions dont il était revêtu, le nouveau garde des sceaux paraissait moins que tout autre destiné à soutenir contre le corps judiciaire la lutte violente qui ne devait se terminer qu'à la Révolution. Ce fut cependant à sa qualité de parlementaire et à l'influence qu'on lui prêtait

sur ses collègues, qu'il dut son entrée au ministère par le choix de Calonne qui en était le chef. Celui-ci espérait obtenir de cette façon l'appui du Parlement, toujours méfiant et ombrageux lorsqu'il s'agissait d'accorder au roi de nouveaux subsides.

Pour sortir d'une situation financière qui se présentait comme très confuse et presque désespérée, il était indispensable de recourir soit à l'emprunt soit à de nouveaux impôts. Or, l'une ou l'autre de ces mesures devait être approuvée par le Parlement qui concourait à l'œuvre législative par l'enregistrement des édits. Au début, l'enregistrement destiné à donner plus de notoriété à une loi n'était pas considéré comme une sanction nécessaire de la loi elle-même ; mais peu à peu il devint une partie essentielle de la prérogative parlementaire. On a beaucoup discuté sur l'origine de cette institution. En réalité, elle n'eut rien de prémédité et sortit spontanément du fond même des idées des contemporains, qui ne pouvaient admettre un pouvoir sans contrôle. D'ailleurs, l'enregistrement étant ordonné par arrêt, supposait une délibération préalable. Les Parlements furent ainsi naturellement amenés à faire porter leur examen sur la loi elle-même, et non pas seulement sur la forme matérielle et la régularité du texte qui leur était présenté. Il fut également établi que

l'enregistrement pouvait être suspendu, afin de présenter au roi les observations nécessaires, et c'est dans cet usage qu'il faut chercher l'origine du droit de remontrance. Si le souverain maintenait sa volonté, il formulait un exprès commandement et la loi était enregistrée sans autre discussion.

Calonne avait eu besoin d'un ordre exprès du roi pour faire enregistrer un premier emprunt de quatre-vingts millions. N'osant pas affronter de nouveau le Parlement, bien que soixante millions lui fussent encore nécessaires pour solder l'exercice de 1786, il avait imaginé de faire approuver ses projets financiers par une assemblée de notables. Son plan consistait dans le remplacement de l'impôt des revenus, dit impôt des vingtièmes, par une subvention territoriale établie sur toutes les propriétés, y compris celles du clergé. Il voulait aussi supprimer les douanes intérieures et abolir la corvée personnelle en la remplaçant par une prestation pécuniaire. En vain, pour faire aboutir sa réforme, proposait-il en même temps la création d'assemblées provinciales, ce qui constituait un progrès considérable. Il dut abandonner la direction des affaires devant l'opposition violente dirigée contre sa personne et ses innovations financières.

Son successeur, Loménie de Brienne, pourvut aux nécessités du moment par la création de six millions de rentes viagères. Il renvoya les notables qui, en se séparant, s'en remirent à la sagesse du roi sur le choix des nouveaux impôts, et rédigea des édits qu'il ne tarda pas à porter au Parlement de Paris, pour y être enregistrés (17, 22 et 27 juin 1787).

L'institution d'assemblées provinciales, l'abolition de la corvée et une déclaration sur la liberté du commerce des grains passèrent sans difficulté. Il en fut autrement quand vinrent les édits du timbre et de la subvention territoriale. La majorité du Parlement voulait les rejeter l'un et l'autre; mais l'édit sur la subvention territoriale, qui frappait indistinctement tous les citoyens, était favorablement accueilli par l'opinion publique, ce qui rendait difficile le refus d'enregistrement. Le ministre commit la maladresse de présenter d'abord le plus impopulaire des deux impôts, celui du timbre, qui avait été emprunté à la législation fiscale des États-Unis. Avant d'enregistrer, le Parlement demanda communication des états des finances, afin de se rendre compte des besoins du trésor. Brienne répondit qu'il ne pouvait souscrire à une pareille exigence. Au cours de la discussion qui s'engagea sur cet incident, un con-

seiller-clerc, Sabathier de Cabre, s'écria : « On demande des états, ce sont les États-généraux qu'il nous faut ! » Ce mot étonna d'abord, mais il eut bien vite fait fortune. Une circonstance assez curieuse fit tomber toutes les hésitations. Un magistrat des plus influents — c'était celui qui rédigeait d'ordinaire les remontrances — imagina, pour écarter la demande des États-généraux, de montrer combien l'importance du Parlement serait nécessairement amoindrie par celle des États. Cette idée produisit l'effet contraire à celui qu'en attendait son auteur. Le désintéressement est le privilège des grandes assemblées et des grandes époques. Le Parlement, ne voulant pas qu'on pût le soupçonner de préférer son intérêt propre à l'intérêt public, supplia le roi de supprimer l'impôt sur le timbre et exprima le vœu de voir la nation assemblée préalablement à tout impôt nouveau (16 juillet 1787).

C'était le renversement des règles sur lesquelles reposait le système fiscal depuis près de deux siècles : « Messieurs, dit le vieux président » d'Ormesson, privilégié endurci mais clairvoyant, » vous aurez les États-généraux et vous vous en » repentirez. »

Les rédacteurs des remontrances reculèrent d'abord devant cet inconnu, et pour atténuer la portée de leur arrêté du 16 juillet, ils déclarèrent

que les États-généraux seuls pouvaient consentir un impôt perpétuel. Le ministère ne voulut pas saisir l'offre de transaction qui lui était faite ; il ne répondit pas sur ce qui regardait les États et envoya au Parlement l'édit qui établissait la subvention territoriale.

L'opposition avait eu le temps de s'habituer à l'idée des États-généraux. Elle les demanda sans restriction, dans son arrêté du 30 juillet. « La nation représentée par les États-généraux, disait-elle, est seule en droit d'octroyer au roi les subsides nécessaires », et elle ajoutait : « l'institution des États-généraux est un principe fondé sur les droits de l'homme et confirmé par la raison » (1).

Il y avait là le germe d'une révolution.

Non-seulement le Parlement refusait d'enregistrer les édits, mais il reconnaissait encore qu'il avait outrepassé ses droits en concourant pendant plusieurs siècles à l'exercice de la puissance législative (2). Brienne voulut employer contre lui les vieilles armes dont se servait autrefois la couronne

(1) Le Parlement ne présentait pas ces principes comme des nouveautés. Il les tirait, au contraire, des origines de la monarchie. Ses arrêts sont bourrés de citations historiques, reproduites souvent du moyen âge dans un latin barbare. Il n'y est question que de capitulations provinciales, d'ordonnances des rois, de lits de justice, d'arrêts, de privilèges, de précédents qui se perdaient dans la nuit des temps. (Tocqueville, *Mélanges inédits*, chap. III).

(2) « L'interruption des États-généraux n'a pu prescrire contre la nature des choses et contre les droits imprescriptibles de la nation. » (Remontrances du Parlement de Grenoble, 20 décembre 1787).

pour vaincre les résistances judiciaires, mais le temps les avait singulièrement émoussées. A l'origine, il suffisait d'un très exprès commandement du souverain pour déterminer les Cours de justice à enregistrer les édits, quelque vives que fussent les répugnances des magistrats à les sanctionner. Plus tard, les Cours résistant à ce qu'on appelait les lettres de jussion, il fallut recourir aux lits de justice. Le roi se rendait en personne au Parlement et ordonnait la transcription de ses volontés sur les registres de la Compagnie. Enfin, dans la deuxième partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, le Parlement devenant plus intraitable à mesure que le pouvoir royal s'affaiblissait, déclarait nuls les enregistrements opérés de cette façon.

Le 6 août, le Parlement de Paris fut mandé à Versailles où les deux édits furent vérifiés en lit de justice.

La veille, il avait protesté par avance contre cet enregistrement. Le lendemain il déclara illégales et nulles les transcriptions faites malgré sa volonté. En même temps, sur la motion du conseiller Duport, il chargeait le Procureur-général d'informer contre l'ancien contrôleur-général Calonne, qui passait pour l'auteur de tous les désordres financiers. Bien que l'arrêt eût été cassé par le conseil, Calonne ne se crut pas en sûreté et se refugia en Angleterre.

La Compagnie avait renvoyé au 13 août la délibération sur les moyens d'assurer l'exécution de son arrêté du 7. Par 80 voix contre 40, elle persista de plus fort dans ses arrêtés, déclara les édits du 6 août incapables de priver la nation de ses droits et d'autoriser une perception d'impôts contraire à tous les principes, et ordonna l'envoi de la résolution qu'elle venait de prendre à tous les bailliages et sénéchaussées de son ressort.

L'opinion publique appuyait vivement cette résistance. Elle ignorait ou feignait d'ignorer que dans le préambule de leur protestation, les magistrats avaient déclaré formellement qu'on ne pouvait sans violer les constitutions primitives de la nation soumettre les ordres privilégiés à la subvention territoriale. Cette réserve précise bien le caractère de l'opposition parlementaire, qui défendait les privilèges aussi énergiquement qu'elle luttait contre l'absolutisme du pouvoir royal.

Le ministère voulut tenter un grand coup et exila le Parlement à Troyes (15 août 1787).

Sur tous les points de la France on s'indigna contre une pareille mesure. Les Parlements provinciaux et les Tribunaux inférieurs envoyèrent à Troyes des députations ou des adresses. Dans le livre du cérémonial de la Cour des aides de Montpellier, nous trouvons la protestation formulée par cette compagnie contre l'exil qui avait frappé



la première juridiction du royaume (1). Elle est conçue en termes modérés. En revanche, le langage des Parlements de province prenait un caractère menaçant.

« Les coups d'autorité sans cesse renouvelés, » disait le Parlement de Besançon, les enregistrements forcés, les exils, la contrainte et les » rigueurs mises à la place de la justice, blessent » une nation libre et fière et pourraient rompre » les liens qui unissent le souverain aux sujets et » les sujets au souverain. »

D'autres Cours demandaient, qu'au lieu d'organiser les assemblées provinciales, on rétablît les anciens États particuliers, avec leur forme d'inégalité et de privilège. Le Parlement de Bordeaux alla jusqu'à défendre à l'assemblée provinciale du Limousin de se réunir.

Les remontrances faites à cette époque rempliraient plusieurs volumes. On y réclame les États-généraux au nom des droits imprescriptibles de la nation, on y approuve le Parlement de Paris et on proteste contre les violences dont il a été l'objet.

Les Parlements de France se considéraient, en effet, comme ne formant qu'un seul et même corps, divisé par classes dont la hiérarchie était basée sur l'ancienneté des compagnies et l'importance de leur

(1) Cour des aides de Montpellier, arrêté du 17 septembre 1787.

ressort. La Cour de Paris formait ainsi la première classe : c'est elle qui centralisait et dirigeait tous les efforts de l'association.

Mais la monotonie de l'exil devait bientôt vaincre l'opiniâtreté des magistrats parisiens. A Troyes, le Parlement siégeait tous les jours, appelant les causes et les renvoyant à une audience ultérieure, aucun procureur ne faisant acte de présence. Des pourparlers ne tardèrent pas à s'engager avec Loménie de Brienne, qui, pressé d'argent, était disposé à tout accorder pour en obtenir. On aboutit ainsi à une transaction. L'impôt du timbre et la subvention territoriale furent retirés, mais à la place le Parlement accorda une prorogation des deux vingtièmes, en spécifiant que ces taxes seraient désormais perçues sans distinction ni exception, sur l'universalité du revenu des biens qui y étaient soumis (19 septembre 1787).

Le retour du Parlement de Paris fut salué par l'opinion comme un triomphe. Les violents du parti parlementaire envisagèrent cet événement sous un autre aspect. Le conseiller Duval d'Espréménil, un des plus fougueux parmi les opposants, s'écria : « Il est parti couvert de gloire, il revient couvert de boue ! » Double exagération, que ne comportait ni l'énergie de la résistance, ni le caractère de l'accommodement.

La lutte n'était qu'interrompue, les ressources manquaient, et Brienne, ne pouvant recourir à l'impôt, à raison de la résistance des Cours, se décida à revenir à l'emprunt. Il avait conçu le projet hardi de présenter à l'enregistrement l'emprunt, énorme pour l'époque, de 420 millions, réalisable en cinq ans, avec promesse des États-généraux pour 1792 (1). Comme il avait travaillé les magistrats par toute espèce de séductions, il se croyait sûr de la majorité. Dans l'espoir de séduire l'opinion publique, il ajouta à son projet un édit qui rendait l'état civil aux protestants.

C'était le 19 novembre, peu après la rentrée judiciaire. Le roi se transporta tout d'un coup au Parlement, qui n'avait été convoqué que la veille et se trouvait alors très incomplet. La séance débuta par un discours du garde des sceaux Lamoignon, qui affirma le pouvoir illimité du souverain et reprit toutes les maximes absolutistes des lits de justice de Louis XV. Il déclara notamment que le roi ne pourrait trouver dans les États-généraux qu'un conseil plus étendu et serait toujours l'arbitre suprême de leurs représentations et de leurs doléances. La délibération fut ensuite ouverte. Chaque membre donna et

(1) Avant-propos du *Moniteur*, p. 87.

motiva son opinion à haute voix et en toute liberté. Le langage de d'Espréménil, particulièrement éloquent, sembla produire sur l'esprit de Louis XVI une vive impression. La discussion se prolongeait depuis près de six heures et paraissait favorable aux édits, lorsque le Garde des Sceaux, au lieu de laisser le Premier Président compter les suffrages, monta vers le trône, parla à l'oreille du roi, puis, sur l'ordre de ce dernier, prononça l'enregistrement de l'emprunt, comme dans un lit de justice. C'était une innovation dans la procédure parlementaire, puisqu'il s'agissait d'une séance royale où les suffrages des magistrats ne pouvaient être suppléés par la volonté du souverain. Mais les ministres s'étaient aperçus que Louis XVI paraissait ébranlé par une proposition de d'Espréménil, qui consistait à enregistrer les deux premières annuités de l'emprunt, si la couronne promettait formellement de convoquer les États-généraux en 1789. La crainte d'un revirement dans la volonté royale les détermina à clore brusquement la séance. Le duc d'Orléans, dont l'opposition commençait à se dessiner, dénonça d'une voix hésitante l'illégalité de cet enregistrement, et après que le roi et sa suite eurent quitté le Palais de Justice, sa protestation, amplifiée et complétée par les partisans de la résistance, fut transcrite sur les registres de la Compagnie, en

même temps qu'une déclaration par laquelle le Parlement affirmait sa volonté de demeurer étranger à l'enregistrement de l'emprunt. Le ministre exila le duc à Villers-Cotterets, tandis qu'il faisait conduire dans des châteaux-forts deux conseillers, Sabatier et Fréteau. D'Espréménil échappa au sort de ses collègues, grâce à l'émotion que son talent avait produite sur le roi lui-même. L'éloquence a de ces séductions, aussi décisives qu'inattendues.

Malgré ses qualités oratoires, ce magistrat n'était pas le véritable chef de l'opposition. Il lui manquait cette prudence, cette mesure et cet esprit de suite qui font les chefs de parti. En réalité, le mouvement recevait sa direction d'un autre conseiller, Adrien Duport, jeune homme à l'intelligence vaste, au caractère ferme et persévérant, qui seul peut-être de tous les membres de la Compagnie prévoyait et envisageait sans crainte les conséquences extrêmes de la lutte.

Sur sa proposition, le Parlement répondit à l'emprisonnement de ses membres en protestant contre l'usage des lettres de cachet. C'était la pure et belle tradition de ces magistrats qui, par l'organe de leur premier président Mathieu Molé, jetaient cette fière apostrophe au cardinal Mazarin, qui avait fait enlever le président Barillon : « L'ordre public ne permet pas que qui que ce soit

» dans le royaume puisse être emprisonné autrement que par les voix publiques qui instruisent les hommes de la vérité » (1).

L'attitude que le ministère avait prise ne lui permettait pas de laisser passer des protestations de ce genre. La Compagnie fut mandée à Versailles par le roi, qui l'obligea à biffer son arrêt et ordonna l'enregistrement de l'édit en faveur des protestants (19 janvier 1788). Sur ce dernier point, le Parlement céda sans peine ; il n'y eut que 17 voix contre l'édit, malgré une sortie véhémente de d'Espréménil, qui représentait l'opinion rétrograde.

En province, la lutte continuait entre les gouverneurs et les Compagnies judiciaires, les premiers faisant inscrire de force les édits sur les registres des Cours, celles-ci protestant par des arrêts et rendant l'emprunt irréalisable.

Le 11 avril, le Parlement de Paris porta le dernier coup à l'emprunt en formulant des remontrances contre l'enregistrement du 19 novembre. Louis XVI répondit que lorsqu'il assistait aux délibérations, il jugeait par lui-même et n'avait pas à tenir compte de la pluralité des suffrages. « Si, disait-il, la pluralité dans mes Cours forçait ma volonté, la monarchie ne serait plus qu'une aristocratie de magistrats. » (17 avril 1788).

(1) *Vie de Mathieu Molé*, p. 29 ; 1809.

Ce reproche semble avoir été particulièrement sensible aux parlementaires, sans doute à cause du fond de vérité qu'il contenait. On s'en aperçoit au soin qu'ils mettent à y répondre.

« Les ministres, répliquent-ils, nous imputent le projet insensé d'établir une aristocratie de magistrats. Quel moment ont-ils choisi pour cette imputation ? Celui où votre Parlement, éclairé par les faits et revenant sur ses pas, prouve qu'il est plus attaché aux droits de la nation qu'à ses propres exemples. »

Du reste, la guerre se poursuivait entre les deux pouvoirs, conduite par le corps judiciaire avec une mesure, une habileté et une convenance qui lui conciliaient de plus en plus l'opinion publique. Il n'eut garde cette fois de tomber dans la faute qu'il avait commise en d'autres temps d'interrompre le cours de la justice. Il comprit ce qu'une pareille abstention aurait de dangereux, mais il ne cessa de demander la liberté et le retour des deux magistrats qui avaient été emprisonnés. Comme les réponses étaient toujours négatives, la Compagnie fut insensiblement conduite à discuter la légitimité des diverses mesures qui avaient été prises contre elle. On rédigea des remontrances sur les enregistrements forcés, sur les lettres de cachet, sur les dangers d'un pouvoir qui ne connaîtrait plus de bornes. C'est alors que le Parlement atteignit

le plus haut degré de l'estime publique et de la faveur populaire. Il avait autour de lui une clientèle nombreuse, composée de légistes, de procureurs, de clercs, d'étudiants, population remuante, toujours prête à s'agiter pour sa cause. Dans les salles intérieures du Palais, et notamment dans celle des pas-perdus, cette agitation se traduisait par des discours qui prenaient parfois un caractère séditieux.

Au danger de ces manifestations bruyantes, s'ajoutaient, pour le Gouvernement, des embarras financiers qui s'accroissaient de jour en jour. « Les prêteurs, dit Weber, ont peur de la ruine, les collecteurs d'impôts peur de la pendaison ! » L'impôt du second vingtième accordé à Troyes se payait très difficilement dans les provinces, et certaines Cours avaient refusé d'enregistrer l'édit qui en autorisait la perception. A Paris, sur la dénonciation du conseiller Goislard de Montsabert, le Parlement ordonna une information au sujet de la conduite des contrôleurs qui vérifiaient les déclarations des particuliers sur les valeurs imposables. On traita d'illégale cette vérification, qui avait pour effet d'élever progressivement le produit des vingtièmes. Les compagnies judiciaires s'attaquaient ainsi aux ressources mêmes de l'impôt et accablaient le ministère à un coup de force.



Le Gouvernement aurait pu, il est vrai, convoquer les États-généraux, mais il envisageait avec terreur ce moyen extrême, et il préféra atteindre les Parlements, sinon dans leur existence, comme Maupeou, du moins dans les plus importantes de leurs attributions. Un travail mystérieux se faisait à Versailles par ordre du ministère, dans une imprimerie où les ouvriers étaient gardés à vue. En même temps, les gouverneurs de province recevaient l'ordre de rejoindre leurs postes, tandis que des conseillers d'État et des maîtres de requêtes étaient envoyés au siège des divers Parlements, munis de lettres closes qu'ils devaient tous ouvrir à la même date du 8 mai. Ces préparatifs, qu'on ne put entièrement dissimuler, éveillèrent la méfiance. D'ailleurs Lamoignon, pour la préparation de son plan, s'était entouré de collaborateurs, parmi lesquels Maury, dont quelques-uns furent sans doute peu discrets. Quoi qu'il en soit, Duval d'Espréménil parvint à se procurer une copie des nouveaux édits, qui modifiaient la composition des Parlements, réduisaient leur personnel, diminuaient leur importance judiciaire par la création des grands bailliages, et anéantissaient leur pouvoir politique par l'institution d'une Cour plénière chargée d'enregistrer les édits.

Le 3 mai 1788, le Parlement de Paris, dans une séance à laquelle assistaient les pairs de France,

rendit un arrêt où, rappelant les points fondamentaux de la constitution du royaume, il dénonçait à la nation ce qui se préparait contre les libertés publiques dans le conseil du Roi et protestait à l'avance contre tout ce qui se ferait (1). Cette pièce, conçue avec habileté, tua la Cour plénière avant sa naissance : elle contenait une déclaration de droits, qu'il est intéressant de rapprocher de celle faite plus tard par l'Assemblée constituante pour reconnaître le chemin parcouru et la différence d'esprit qui animait les deux assemblées.

La déclaration parlementaire affirmait le droit de la nation d'accorder librement des subsides par l'organe des États-généraux. Elle réclamait aussi l'inamovibilité des magistrats, le droit des Cours de vérifier dans chaque province les volontés du roi et de n'en ordonner l'enregistrement qu'autant qu'elles seraient conformes aux constitutions de la province, ainsi qu'aux lois fondamentales de l'État ; le droit de chaque citoyen de n'être jamais traduit devant d'autres juges que ses juges naturels ; le droit de n'être arrêté que pour être remis sans délai entre les mains des juges compétents.

Les magistrats s'engageaient aussi à ne pas prendre place dans une compagnie qui ne serait pas la Cour elle-même, composée des mêmes personnages et revêtue des mêmes droits.

(1) Avant-propos du *Moniteur*, pp. 97-98.

Cet arrêté et celui du 29 avril contre les contrôleurs des vingtièmes furent cassés par le Conseil. En même temps, ordre fut donné d'en arrêter les promoteurs, Goislard et d'Espréménil (4 mai 1788). Ceux-ci, apprenant qu'une lettre de cachet avait été décernée contre eux, se réfugièrent au Palais de Justice, au milieu de leurs collègues, qui les mirent sous leur sauvegarde et refusèrent de les désigner à l'officier chargé de l'arrestation. Brienne fit cerner le Palais par les gardes-françaises. Après une sorte de siège qui dura près de trente heures, les deux magistrats furent enlevés en pleine assemblée du Parlement par le marquis d'Agoust, [porteur des ordres du roi, et conduits, l'un au Mont Saint-Michel, l'autre aux îles d'Hyères.

Le 8 mai, se tint à Versailles le lit de justice où furent lues et promulguées, au nombre de six, les lois qui réalisaient la réforme judiciaire.

Le roi parla en termes sévères des écarts de tout genre auxquels le Parlement s'était livré depuis un an ; il annonça le réunion des États-généraux toutes les fois que les besoins de l'État l'exigeraient et fit donner lecture des édits (1).

Le premier réduisait dans une large mesure le rôle judiciaire des Parlements en augmentant la

(1) Avant-propos du *Moniteur*, pp. 102 à 112.

compétence des présidiaux et en établissant au dessus de ceux-ci quarante-sept grands bailliages, jugeant en dernier ressort toutes les contestations civiles jusqu'à vingt mille livres et toutes les affaires criminelles, sauf celles qui concernaient les privilégiés.

Le second supprimait les tribunaux d'exception.

Le troisième opérait d'excellentes réformes dans la procédure criminelle, enjoignait au juge d'énoncer les crimes et les délits qui avaient motivé l'application de la peine, élevait la majorité nécessaire pour les condamnations à mort, exigeait un sursis d'un mois entre la condamnation et l'exécution, accordait aux accusés acquittés la publication de l'arrêt d'acquittement aux frais du domaine, abrogeait la question préalable à l'exécution qui avait été maintenue lors de l'abolition de la question préparatoire en 1780.

Un quatrième édit supprimait deux des Chambres des enquêtes du Parlement de Paris, qui s'étaient signalées par leur opposition violente, et réduisait le personnel des autres chambres. •

Sous le prétexte habile de faire enregistrer par une Cour unique les lois communes à tout le royaume, le cinquième édit enlevait aux divers Parlements la vérification des ordonnances et en investissait la Cour plénière. C'était la partie la plus importante de la réforme, celle qui

anéantissait le pouvoir politique des Compagnies judiciaires.

A la Cour plénière seule était attribué le droit d'enregistrer les ordonnances qui concernaient la législation générale et l'administration du royaume (art. 11).

Pour les édits établissant des impôts ou des emprunts urgents, l'enregistrement ne devait avoir qu'un effet provisoire jusqu'à la convocation des États-généraux (art. 12).

Si les revenus du trésor pouvaient supporter les intérêts et le remboursement des emprunts, il suffisait que les édits fussent enregistrés à la Cour des Comptes comme ordre de comptabilité (art. 13).

Les Parlements et bailliages supérieurs obtenaient le droit d'enregistrement, mais seulement pour les déclarations et lettres patentes intéressant spécialement leur ressort (art. 17).

Enfin le droit de remontrance était reconnu à la Cour plénière, qui pouvait l'exercer dans le délai de deux mois (art. 17).

La nouvelle Cour devait se composer du chancelier ou du garde des sceaux, à qui la présidence appartenait en l'absence du souverain, des membres composant la Grand'Chambre du Parlement de Paris, des grands officiers de la maison du roi, enfin d'un certain nombre de membres pris parmi les dignitaires ecclésiastiques, les gouverneurs de

province, les militaires ou les Cours souveraines (art. 2).

Une déclaration royale mettait tous les Parlements en vacances jusqu'à l'entière exécution de la réforme et leur défendait de se réunir.

Après cette lecture, qui fut écoutée dans le silence le plus respectueux, la parole fut donnée à l'avocat-général Séguier, pour ses réquisitions. Dans un langage qui trahissait les hésitations de sa conscience, ce magistrat s'étendit assez longuement sur la création de la Cour des pairs, loua les changements opérés dans la justice criminelle et passa rapidement sur les autres édits.

Puis, le premier président d'Aligre déclara solennellement que la Compagnie ne pouvait, ne devait, ni n'entendait prendre aucune part à ce qui serait fait au cours de la séance.

De leur côté, les membres de la Grand'Chambre écrivirent au roi pour décliner les fonctions qui leur étaient attribuées au sein de la Cour plénière. Ils assistèrent néanmoins à la séance de cette Cour, mais ils déclarèrent qu'ils n'y figuraient que passivement. Parmi les protestataires se trouvaient le fils et le gendre du Garde des Sceaux.

Les conseillers des autres Chambres n'ayant pu se réunir au Palais de Justice, qui était gardé militairement, se rendirent chez les doyens et y rédigèrent leurs protestations.

En province, la résistance fut encore plus vive qu'à Paris, et prit sur certains points un caractère insurrectionnel.

Lorsqu'un conseiller d'État ou un gouverneur militaire se présentait au Palais de Justice pour faire enregistrer les édits, le Parlement quittait la salle de ses séances, laissant le premier président et le greffier en présence du commissaire royal ; puis, la formalité accomplie, les magistrats rentraient en séance et protestaient par arrêt contre la transcription.

A Toulouse, le comte de Périgord, gouverneur de la province, assisté d'un conseiller d'État, dut ordonner l'enregistrement que le procureur général de Rességuier avait refusé de requérir.

Brienne répondit trop tard, en exilant certains Parlements, en mandant d'autres Cours souveraines à Versailles, en faisant casser les protestations par le Conseil. Les routes étaient sillonnées de Compagnies judiciaires se rendant à Versailles, pour voir biffer les remontrances couchées sur leurs registres.

C'était une tradition de l'ancienne monarchie que le Parlement, dans ses rapports avec le Pouvoir, usât d'un langage vif, presque violent. Comme on était sûr de le réduire, on ne voyait aucun inconvénient à lui permettre l'emploi d'expressions parfois excessives. Ici toute mesure fut dépassée.

Le Parlement de Rouen nota d'infamie tous officiers et juges qui procéderaient en vertu des ordonnances du 8 mai, et décida qu'au roi seraient incessamment dénoncés comme traîtres envers lui et envers l'État les ministres auteurs des surprises faites à la religion du souverain, et notamment le sieur de Lamoignon, garde des sceaux de France.

Ailleurs, il y eut de véritables soulèvements.

En Bretagne, le Parlement se réunit malgré l'ordre du roi, et un détachement de soldats, envoyé pour le disperser, en fut empêché par l'émeute. La situation parut si grave à Loménie de Brienne qu'il fit marcher un corps d'armée de seize mille hommes sur cette province.

Des scènes analogues se produisirent en Béarn. Les paysans descendirent en masse sur Pau, s'emparèrent de l'artillerie de la place et ouvrirent de force le Palais de Justice. Le commandant militaire se vit contraint, à sa grande humiliation, de recourir à l'intervention du Parlement pour obtenir le rétablissement de l'ordre.

A Grenoble, dans la journée du 7 juin, le peuple, sur la nouvelle de l'exil des magistrats, courut aux armes, appela à son aide les villages voisins, et menaça le gouverneur de le pendre au lustre de son salon, s'il n'invitait pas lui-même le Parlement à se réinstaller au Palais de Justice.



Le mouvement avait pris une telle intensité, que le ministère dut enfin céder.

Le 1<sup>er</sup> août 1788, par arrêt du Conseil, il fixa au 1<sup>er</sup> mai 1789 l'ouverture des États-généraux. L'impopularité de Brienne était telle, que malgré cette satisfaction suprême donnée à l'opinion publique, il fut obligé d'abandonner le pouvoir quelques jours après. Lamoignon ne tarda pas à le suivre dans sa retraite.

Ce dernier ne devait pas survivre longtemps à l'échec irrémédiable qu'il avait subi comme ministre. Il avait consenti à servir les projets de la Cour, sur la promesse qui lui avait été faite de la dignité de chancelier, que l'âge avancé de Maupeou devait rendre vacante dans un avenir prochain. Il espérait rétablir ainsi sa fortune ébranlée par les plus folles prodigalités. Déçu dans ses illusions, en butte à des difficultés pécuniaires qu'il lui était impossible de surmonter, il se suicida dans le parc de son château de Baille.

Pour la seconde fois, depuis le commencement du règne, les Parlements furent réinstallés en triomphe; mais cet enthousiasme fut de courte durée. Il leur avait suffi de vaincre pour que leur popularité s'évanouît. A cette époque troublée, où les Compagnies judiciaires entrevoyaient mal les conséquences de la lutte engagée par elles contre le

Pouvoir, l'opinion, avec une sagacité merveilleuse, comprit ce qu'il était possible d'obtenir d'elles et saisit le point extrême que leur dévouement à la cause nationale ne devait pas dépasser. La magistrature parlementaire tenait à l'ancien ordre de choses par trop de liens, pour qu'il lui fût possible de suivre le mouvement jusqu'au bout. En enregistrant la déclaration royale, le Parlement de Paris demanda que les États-généraux fussent convoqués et composés suivant la forme observée en 1614. C'était dire que chacun des trois ordres aurait une représentation égale, opinion qui se heurtait à l'inclination générale du pays.

Un vide immense se fit aussitôt autour du Parlement et il fut bientôt universellement admis que, revenant sur ses pas, il abandonnait les intérêts de la nation et ne voulait plus des États-généraux.

Ce qu'il y avait de vrai dans cette accusation, c'est que la Compagnie, devenue perspicace, avait le pressentiment d'une révolution prochaine et ne voulait pas y prêter la main. Elle essaya néanmoins de ressaisir sa popularité perdue, et par son arrêté du 5 décembre 1788, elle déclara qu'elle n'avait entendu par les formes de 1614 que la convocation par bailliages et sénéchaussées, mais que le nombre des députés respectifs des divers ordres n'étant déterminé par aucune loi, elle s'en remettait à la sagesse du roi pour en opérer la

fixation. Elle suppliait aussi le souverain de consacrer sa résolution de convoquer périodiquement les États-généraux, et de supprimer les impôts pesant sur un seul ordre pour les remplacer par des subsides communs.

Efforts inutiles, ces déclarations n'avaient plus le don d'émouvoir l'opinion publique. Les États-généraux apparaissaient dans un avenir trop prochain pour que tous les regards ne fussent pas tournés vers eux.

Cependant le souvenir de la résistance dont le corps judiciaire avait fait preuve contre les projets de la Cour ne s'était pas complètement effacé en province, et lui avait conservé dans le public un sentiment de reconnaissance qui se manifesta au cours des élections.

Beugnot raconte dans ses mémoires (1), qu'ayant voulu dans l'assemblée du bailliage de Chaumont émettre l'avis qu'il y avait lieu de supprimer les Parlements, il fut l'objet de la part des assistants de menaces violentes, qui faillirent dégénérer en voies de fait.

Une mésaventure identique arriva à Dupont de Nemours (2). Il était aussi commissaire à la rédaction des cahiers de son bailliage, et lorsqu'on en fut venu à l'article des Parlements, il vota en franc

(1) Beugnot, *Mém.*, t. I<sup>er</sup>, p. 138.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 141.

économiste pour leur suppression. L'assemblée se tenait au premier étage et quelques électeurs firent mine de jeter le préopinant par la fenêtre. Dupont de Nemours échappa à grand'peine à ce péril. Je me hâte d'ajouter que cet incident ne l'empêcha pas d'être nommé député, plus heureux que Beugnot, qui attribua son échec à l'attitude hostile qu'il avait prise vis-à-vis de la magistrature.

Les Cours ne siégeaient pas lorsque les Etats-généraux s'occupèrent de la réforme judiciaire.

« Les Parlements sont en vacances, dit Mirabeau, qu'ils y restent pour n'en plus sortir ; ils passeront, sans qu'on s'en aperçoive, de la vie à la mort ! »

Et c'est alors que fut voté le projet qui reculait indéfiniment l'époque de la rentrée.

A Paris, à Rouen, à Metz et à Rennes, des résistances se produisirent. La Chambre des vacations de Paris, qui avait paru adhérer au décret, formula secrètement une protestation qu'elle confia à la garde de son président, M. de Rosambo. Plus tard, la trahison d'un serviteur livra cette pièce au Comité de sûreté générale qui s'en fit une arme terrible contre les parlementaires. A Rouen et à Metz les magistrats ne tardèrent pas à se soumettre, mais la Chambre des vacations de Rennes montra plus d'obstination. Mandée à la barre de

l'Assemblée nationale, elle y comparut tout entière et s'y défendit avec énergie, en invoquant les privilèges de sa province qui, disait-elle, s'opposaient à tout changement dans l'organisation judiciaire de la Bretagne.

Violamment attaqués par Mirabeau, défendus par Frondeville, Cazalès et Maury, les magistrats bretons furent blâmés dans leur conduite et leurs moyens de justification, et déclarés inhabiles à remplir aucune fonction de citoyen actif, jusqu'à ce qu'ils eussent demandé par requête présentée à l'Assemblée leur admission au serment de fidélité à la Constitution.

Cet incident fut le seul qui révéla une opposition sérieuse ; dans les autres Cours, le décret fut obéi et les Parlements paraissaient enterrés tout vivants, suivant l'expression d'Alexandre de Lameth, quand parut le second décret du 6 septembre 1790 qui les supprima. La mesure avait été prise sur simple observation de Thouret, qui parut sans réplique, que la nation n'avait pas concouru à l'élection de leurs membres.

D'ailleurs cet effondrement se produisit sans que l'opinion publique en fût sensiblement émue.

Seuls, la Provence et le Languedoc doivent être exceptés au milieu du silence qui accueillit la chute de la magistrature.

A Aix, la Cour tint une dernière séance. Pascalis vint, au nom de l'ordre des avocats, lui témoigner ses sympathies et ses regrets. Les procureurs présents adhérèrent et le premier président répondit. L'incident finit d'une façon tragique. Le peuple voyant dans cette manifestation une résistance aux volontés de l'Assemblée nationale, s'ameuta, et exigea l'arrestation de Pascalis et de deux autres personnes. Dans la nuit les prisonniers furent arrachés de leur prison, et l'on trouva au matin leurs trois cadavres suspendus aux arbres du cours.

Dès que le décret du 6 septembre 1790 eût été connu à Toulouse, la Chambre des vacations fit paraître une protestation violente contre les réformes que l'Assemblée nationale avait réalisées dans l'ordre social et politique (25 septembre 1790). Ce document, qui portait la signature du président d'Aspe et des autres membres de la Chambre, fut dénoncé à l'Assemblée par l'avocat Mailhé, syndic de la commune. Sur un rapport véhément du prince de Broglie et après une intervention dédaigneuse de Robespierre, l'Assemblée nationale décréta, à la date du 10 octobre, l'arrestation de tous les signataires de la protestation, comme coupables de révolte contre son autorité souveraine. Elle ordonna leur jugement par le tribunal chargé de connaître du crime de lèse-nation. Le ministre

Saint-Priest adoucit les rigueurs du décret en faisant signer aux magistrats désignés l'engagement de se représenter à première réquisition et de ne quitter la ville qu'en faisant connaître leur nouvelle résidence.

Mécontente de l'indulgence du ministre, l'Assemblée adopta, le 6 novembre, une nouvelle motion ordonnant de plus fort l'exécution de son décret du 10 octobre. Les magistrats ne purent se croire en sûreté qu'à la faveur de l'amnistie du 15 septembre 1791.

Les anciens Parlements avaient terminé leur longue carrière, et pour expliquer la mesure qui les frappa et l'indifférence qui accueillit leur chute, il suffit de rappeler les conditions de leur recrutement, l'esprit qui les animait, le rôle qu'ils étaient appelés à jouer dans le fonctionnement des affaires publiques. Recrutés en grande majorité dans certaines familles dites de robe, se complétant par des membres nouveaux qui acquéraient les charges vacantes à raison surtout des privilèges honorifiques qui y étaient attachés, les parlementaires appartenaient à l'ancien régime par des préjugés de naissance, par un esprit de corps trop souvent substitué à l'esprit national, par l'importance politique que leur avait laissé prendre la monarchie en l'absence des représentants réguliers de la nation.

A tous ces points de vue, le maintien des anciennes Cours souveraines était incompatible avec la nouvelle organisation démocratique, et les Parlements devaient disparaître comme les adversaires naturels des principes qui forment la base actuelle de la société. Il n'y avait pas de place dans les institutions nouvelles pour une juridiction qui réunissait dans sa personne le pouvoir judiciaire et le pouvoir législatif, et qui avait perdu sa raison d'être et son utilité dans l'État, le jour où le contrôle qu'elle exerçait sur les actes du pouvoir royal était devenu inutile par le déplacement du principe de la souveraineté.

Mais à côté de ces critiques, qui visent plutôt les origines, l'organisation et le rôle du corps judiciaire lui-même que la valeur des membres qui le composaient, il est juste de reconnaître les services réels et nombreux que rendit le Parlement.

Il eut cette bonne fortune d'être souvent le représentant des droits populaires et se montra toujours le partisan décidé du bien public, en même temps que l'adversaire résolu de toute ingérence étrangère dans les affaires du pays. Si les entraînements de la lutte le jetèrent parfois dans les erreurs les plus graves, il combattit l'arbitraire sous toutes ses formes, opposa une résistance utile au pouvoir absolu, créa une classe de magistrats probes, éclairés et sages, qui conservaient comme



un précieux dépôt les anciennes traditions de la France. Nulle part on ne trouve un corps de magistrature qui, dans l'ensemble d'une carrière aussi longue, ait aussi bien mérité du pays. Dans l'intervalle qui sépara l'ouverture des États-généraux de la suppression définitive des anciens corps judiciaires, la Chambre des vacations du Parlement de Paris assura le service de ce ressort immense, qui comprenait près de la moitié du royaume, et s'en acquitta d'une manière qui lui valut à ses derniers moments les éloges de l'Assemblée constituante.

Du reste, si les Parlements s'effacèrent plutôt qu'ils ne disparurent au milieu du silence et de l'oubli, les parlementaires finirent bien.

Le jour de Pâques, 1<sup>er</sup> floréal an II, dans la salle de l'égalité où avait siégé la Tournelle, comparaissaient devant le tribunal révolutionnaire de Paris, présidé par Coffinal, dix-sept magistrats du Parlement de Paris, six du Parlement de Toulouse, deux de la Cour des Aides.

A leur tête on remarquait le premier président Bochart de Saron, entouré, comme au Parlement de Paris, des présidents à mortier de Gourgues, Molé de Champlâtreux, Lefèvre d'Ormesson. Avec eux se trouvait aussi le président de Rosambo, qui avait présidé la Chambre des vacations du

même Parlement et qui, en cette qualité, avait rédigé la protestation délibérée secrètement par cette Chambre contre la réforme judiciaire qui se préparait. M. de Rosambo avait écrit sur la protestation les noms de MM. de Saron, de Gourgues, Gilbert, d'Ormesson et de Champlâtreux, à qui Madame de Rosambo devait, en cas de mort de son mari, remettre l'original de ce document. C'était la condamnation de ceux-ci, qu'il avait signée en même temps que la sienne. Pendant qu'on l'interrogeait, M. de Rosambo se tourna vers ses malheureux collègues et leur demanda pardon de les avoir nommés. Alors, avec cette courtoisie que les hommes du dernier siècle conservaient jusque devant la mort : « Je vous rends grâce, » Monsieur, lui répondit M. de Saron, et je » vous remercie de la confiance dont vous m'avez » honoré et que je me serais efforcé de mériter en » ne cessant de vous prendre pour guide. »

Les autres magistrats adhérèrent aux paroles de leur chef, et lorsqu'on demanda au premier d'entre eux ce qu'il voulait faire de la protestation, il répondit : « la remettre, avant de mourir, au plus » ancien conseiller de la Chambre », et les suivants ajoutèrent cette phrase si usitée dans la pratique parlementaire : « et moi de même », aussi simplement qu'ils l'auraient fait dans le délibéré d'un procès civil.

Tous les accusés furent condamnés à mort, comme auteurs ou complices d'une conspiration, existant depuis 1789 contre la liberté et la sûreté du peuple français.

Le lendemain, Duval d'Espréménil était aussi condamné, en même temps que Thouret et Le Chapelier, qui, comme lui et dans des vues bien différentes, avaient poussé à la révolution.

Puis vinrent les grandes fournées du Parlement de Toulouse, vingt-six magistrats envoyés à l'échafaud le 26 prairial, vingt-trois subissent le même sort le 18 messidor an II. De cette grande Compagnie qui comptait cent-neuf membres en 1789, cinquante-cinq membres périrent dans la tourmente révolutionnaire, portant fièrement la responsabilité de leurs actes et de leurs fautes, sans que le soin de leur sécurité leur inspirât la moindre parole de faiblesse.

Tous les magistrats gardèrent, du reste, devant le tribunal révolutionnaire, la même attitude courageuse et sereine.

Angran d'Alleray, ancien lieutenant civil, avait eu l'occasion de rendre quelques services à Fouquier-Tinville, alors que celui-ci exerçait les fonctions de procureur au Châtelet de Paris. L'accusateur public s'en était souvenu et voulut le sauver ; il lui fit dire de tout nier. Mais d'Alleray refusa d'acheter la vie au prix d'une pareille com-

promission. Ses réponses furent celles que lui dictèrent les impérieuses exigences de la vérité. Il ne fit rien pour échapper à l'inflexible logique des événements, et succomba en restant fidèle à son caractère, à ses convictions, à sa dignité de magistrat.

La dignité du magistrat n'implique-t-elle pas, en effet, toutes les qualités qui doivent le rendre apte aux hautes fonctions dont il est investi ? Le respect de soi-même, la rigidité de la conduite, l'accomplissement scrupuleux des devoirs professionnels forment une chaîne qui ne peut perdre un de ses anneaux sans que les autres s'échappent et que le tout se désagrège. Cet ensemble de qualités, qui se rencontrait si souvent chez les anciens parlementaires, il m'est particulièrement agréable de le retrouver, en étudiant la carrière des membres qui ont quitté cette Cour pendant l'année judiciaire qui vient de finir.

M. le conseiller DE CAZIS DE LAPEYROUSE, atteint par la limite d'âge, il y a un an environ, comptait à cette époque trente-six années de service. Il a débuté dans cette magistrature cantonnale, si respectable et si utile en son apparente humilité. Juge de paix à Olargues, le 19 décembre 1860, il était nommé à Saint-Pons, le 7 septembre 1864. Juge au tribunal de première instance

d'Espalion, le 23 mai 1870, nous le retrouvons quatre ans après au tribunal de Narbonne, où il obtenait l'instruction, le 12 avril 1879.

Dans les importantes fonctions de magistrat instructeur d'un des sièges les plus chargés du ressort, il apportait à l'accomplissement de ses devoirs, avec sa sagacité habituelle, une grande expérience des affaires et la plus consciencieuse activité. Son mérite reconnu lui avait, du reste, marqué une place au tribunal de Montpellier, où il était nommé vice-président le 23 septembre 1883. Il appartenait à cette Cour depuis le 21 juin 1890. Les liens de l'honorariat l'y attachent encore, et c'est chaque fois une satisfaction nouvelle pour les membres qui composent la Compagnie, de revoir cette figure si bienveillante, où les années n'ont pu imprimer leurs traces, où l'intelligence se reflète toujours vive et toujours jeune.

Le 13 février dernier, la Cour rendait les derniers devoirs à M. le conseiller DE QUENNEFER, enlevé à l'affection des siens par une longue et douloureuse maladie.

Entré dans la magistrature coloniale le 12 septembre 1868 comme juge-suppléant à Pondichéry, il était nommé, un an après, conseiller-auditeur dans la même ville, puis substitut du procureur général à Saint-Pierre, le 19 mars 1870,

et enfin conseiller-auditeur à la Réunion, le 8 mai 1872. Le 4 juillet de la même année, il revenait dans la métropole comme juge au tribunal de Bayonne, où il ne tardait pas à être chargé du service de l'instruction. Les fonctions de magistrat instructeur exigent des qualités diverses, qu'il possédait toutes au plus haut degré. Plus d'une fois ses recherches patientes et sagaces lui permirent de retrouver au fond de l'Espagne des malfaiteurs qui s'y croyaient en sûreté. Les distinctions honorifiques que lui conféra le gouvernement Espagnol disent assez les services qu'il rendit pour la protection des intérêts internationaux.

Successivement conseiller à Alger le 21 décembre 1880, à Chambéry le 22 juin 1883, il remplissait les mêmes fonctions à Montpellier depuis treize ans. Comme ces parlementaires qui occupaient leurs loisirs à l'étude des belles-lettres, M. de Quennefer laisse d'assez nombreuses productions littéraires. Le pseudonyme de Joseph Maire cache l'auteur de romans intéressants et de diverses études appréciées, dont les titres indiquent suffisamment le caractère : *Dans le Midi*, — *Souvenirs de Pondichéry*, — *Souvenirs d'Alger*.

La Cour conservera longtemps la mémoire de ce causeur incisif et brillant, dont la verve avait résisté à toutes les souffrances, de ce magistrat

hautement impartial, au caractère énergique, au jugement sûr et pénétrant.

L'année judiciaire a été attristée pour nous par une autre perte également regrettable.

L'état de santé de M. Groz l'avait obligé depuis quelques mois à devancer l'heure de la retraite, lorsque la mort est venue l'atteindre, en pleine possession de son intelligence et en pleine conscience de sa fin prochaine, à un âge où il pouvait espérer encore de longues années de vie. Il était avocat à Lyon, sa ville natale, en 1871, quand un décret du Gouvernement de la Défense nationale le nomma avocat général à Bastia. Mais ses intérêts de famille autant que ses affections devaient bientôt le rappeler à Lyon, où il fut nommé juge-suppléant, le 16 décembre 1871. Dès lors sa carrière se poursuit dans ce grand tribunal, le plus important de France après celui de la Seine. Tour à tour substitut le 22 novembre 1879, juge le 30 septembre 1881, il fut nommé conseiller à Montpellier, le 17 janvier 1889. Esprit distingué, il apportait dans les délibérations un concours précieux. Il aimait et comprenait le droit. L'étude sur la propriété littéraire, qu'il a publiée, compte parmi les ouvrages les plus intéressants en la matière. D'allure sympathique et d'une courtoisie parfaite, il laissera le souvenir d'une personnalité bienveil-

lante, qui mêlait à la gravité du magistrat, la finesse du lettré et les qualités de l'homme du monde.

### MESSIEURS LES AVOCATS,

Tacite disait que le véritable orateur est celui qui sur toutes matières peut parler avec une élocution pure, ornée, persuasive, en ayant égard à la dignité du sujet, à la convenance des temps, au plaisir des auditeurs (1). A ces qualités générales, que vous possédez tous à des degrés si élevés, vous joignez cet ardent amour de votre profession, ce labeur infatigable et cette noble passion du droit sans lesquels il ne saurait y avoir chez l'avocat que le vide de la rhétorique et l'inutile enveloppe de la pensée. C'est en réalisant le type idéal du vrai et du beau, que vous pouvez, Messieurs, donner à votre parole cette puissance communicative qui charme le juge en même temps qu'elle détermine sa conviction.

(1) *Id est orator qui de omni questione pulchre et ad persuadendum apte dicere pro dignitate rerum et ad utilitatem temporum cum voluptate audientium possit.*



MESSIEURS LES AVOUÉS,

Pendant la période intermédiaire, en vue de simplifier la procédure, on crut pouvoir se passer de votre concours. La suppression des procureurs — ainsi qu'on vous appelait autrefois — eut des effets aussi désastreux qu'immédiats. Les justiciables devinrent la proie des agents d'affaires, qui faussaient tous les ressorts de la procédure pour le plus grand préjudice de la justice et de ceux qui y recouraient. C'est dire combien votre rôle est utile pour la consciencieuse et loyale instruction des affaires. La Cour connaît le zèle que vous apportez à l'accomplissement de ce devoir.

Pour M. le Procureur Général, nous requérons qu'il plaise à la Cour ordonner la reprise de ses travaux, admettre Messieurs les Avocats présents à la barre au renouvellement de leur serment et nous donner acte de l'observation des formalités prescrites par les articles 101 de la loi du 30 mars 1808 et 34 du décret du 6 juillet 1810.

Ce discours terminé, la Cour a donné acte à Monsieur le Procureur Général de ce qu'il avait été satisfait aux prescriptions du Décret de 1810, a déclaré reprendre ses travaux et a admis les Avocats présents à la barre à renouveler leur serment.

La formule du serment ayant été lue à haute voix par le Greffier en chef, qui a fait l'appel des noms des Avocats présents, chacun d'eux a levé la main droite et a dit : « Je le jure.

Après quoi l'audience solennelle a été levée.



